

Unité bidépartementale Calvados-Manche

Caen, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE

Le mont Tornu
14370 VALAMBRAY

Références : 2022-14-388
Code AIOT : 0005300595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 VALAMBRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE
- CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 VALAMBRAY
- Code AIOT : 0005300595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
-

Ce site est une installation de compostage recevant des déchets vert, des boues et des biodéchets. La quantité (appréciée en moyenne annuelle) de l'ensemble des matières traitées est de 150 t/j, avec un maximum de matières traitées par jour limité à 300 t/j. Les différents déchets proviennent des déchetteries, collectivités, industries agroalimentaires du Calvados et des départements limitrophes. Cette installation est notamment soumise aux arrêtés suivant:

- arrêté ministériel de prescriptions générales 2780 du 22 avril 2008 modifié
- arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (transposition BREF WT)
- arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 (autorisant l'épandage de 1 280 m³).

L'exploitant a déposé en juillet 2022 la version finalisée d'un dossier de demande visant à accroître la quantité de "jus" épandus et portant l'autorisation d'épandage à un volume de 6 000 m³. Cette instruction est en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets
- risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a présenté le fonctionnement de son site et sa volonté d'augmenter le volume de "jus" valorisés par épandage. La question de l'augmentation du trafic lié au transport de ces volumes a été abordée. En complément des éléments apportés au dossier de demande déposé, il ressort,

qu'au maximum, et dans les conditions les plus défavorables, l'augmentation du trafic pourrait atteindre en pic, 15 trajets, quelques journées par an.

L'état des stocks le jour de la visite n'a pas paru excéder le plan d'implantation dont bénéficie l'exploitant. L'exploitant a fourni un état des surfaces occupées au 20/07/22 : il comptabilise 7 613 m² de surface extérieure recouvertes de déchets liés au process de compostage sur une surface utile de 11 000 m² soit un taux d'occupation d'environ 70%.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des nuisances et des risques d'accident	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Tenue d'un registre	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 15.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Compostage de sous-produits animaux de catégorie 2	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 30-8	/	Sans objet
6	Confinement des eaux incendies	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 6	/	Sans objet
5	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 21/10/2016, article 2.4	/	Sans objet
8	Étude de dispersion	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 33 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu et les contrôles réglementaires sont réalisés. **Des compléments sont toutefois attendus sous 1 mois, en particulier concernant les tonnages de biodéchets réceptionnés et les tonnages de refus envoyés en enfouissement.**

2-4) Fiches de constats

N°1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.
Constats : Le site est propre dans l'ensemble, quelques déchets sont toutefois présents au sol à l'intérieur du site, le long des grillages. L'exploitant a indiqué qu'il mène des actions de nettoyage régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Prévention des nuisances et des risques d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances et des risques d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des autres déchets produits au sens du 2 c de l'article 2, et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation. Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.
Constats : Le rapport annuel 2021 fait état de 2 116 t de biodéchets non conditionnés et de 8 735 t de biodéchets conditionnés réceptionnés sur site. Il présente également un tonnage de 2 421 t de déchets issus des refus de déconditionnement. Le registre récapitulant les tonnages envoyés en ISDND indique quant à lui un total de 1 770 t en 2021. L'exploitant doit expliquer sous 1 mois à quoi est dû cette différence de tonnage sur les refus de tri de déconditionnement et indiquer quelle est la valeur correcte. L'inspecteur relève également que la déclaration GEREP 2021 fait état de 2 343 t de déchets envoyés en enfouissements, référencés sous le code 19 12 12 : autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11. Ce tonnage ne peut, a priori, pas être inférieur au tonnage des refus de tri. L'exploitant doit aussi se positionner sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Compostage de sous-produits animaux de catégorie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 30-8
Thème(s) : Risques chroniques, Compostage de sous-produits animaux de catégorie 2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations situées à l'amont de celles réservées au compostage sont équipées de dispositifs de prétraitement des effluents pour retenir et recueillir les matières solides, assurant que la taille des particules présentes dans les effluents qui passent au travers de ces dispositifs n'est pas supérieure à 6 mm.
Constats : Le déconditionneur en fonctionnement lors de la visite correspond au modèle ATRITOR (distributeur Hansh). L'exploitant a indiqué qu'il serait remplacé avant la fin du mois de juillet par un modèle plus performant de type PADDLE DEPACKER (Mavitec). L'exploitant effectue des analyses des "soupes" produites après déconditionnement pour s'assurer de la conformité des apports entrant dans la préparation du compost. L'exploitant doit fournir sous 1 mois les analyses 2021 faites sur ces "soupes".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : BILAN ANNUEL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2016, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, BILAN ANNUEL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 37 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes : En application de l'article R 515-60 du code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année au préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation. Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année est effectuée avant le 30 avril de l'année suivante. Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés : — respect des valeurs limites d'émission pour les périodes et conditions de référence fixées, — respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation, — synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu, — bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des sols et des eaux souterraines
Constats : Le rapport annuel 2021 a été transmis avant le 30 avril 2022, ce qui est conforme au délai réglementaire. Ce bilan doit reprendre l'ensemble des contrôles visant à garantir la protection des sols et des eaux souterraines. Le contrôle de l'étanchéité des bassins en fait partie or l'intervention du 9 novembre 2021 n'est pas citée dans le rapport annuel 2021. L'exploitant doit veiller à mentionner l'ensemble des opérations de contrôle dans le rapport qui sera produit pour l'année 2022 et transmis en 2023. Remarque: Le premier bassin était vide et le second était rempli à 65% lors de la visite, aucun défaut d'étanchéité n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Confinement des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'un incendie généralisé sur le site sont récupérées au niveau des bassins de stockage du site. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.
Constats : L'exploitant doit pouvoir s'assurer à tout moment que le volume de confinement des eaux d'extinction est disponible. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit environ du volume situé au-dessus du tuyau d'alimentation du premier bassin. L'exploitant doit vérifier ce volume et mettre en place un marquage sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Tenue d'une registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 15.4
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue d'une registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'entreposage, le reconditionnement, la transformation ou le traitement des déchets, dangereux ou non, réceptionnés par l'établissement doit faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. A cet effet, l'exploitant tient un registre, répondant aux exigences de l'arrêté du 7 juillet 2005, mentionnant a minima pour chaque type de déchets : - origine, nature, quantité des déchets réceptionnés ; - date de réception des déchets ; - mode de traitement réalisé et date de fin du traitement.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis les registres de suivi des biodéchets conditionnés et non conditionnés réceptionnés et des refus de tri du déconditionneur sous la forme de 3 fichiers Excel. Les données fournies ne permettent pas de retrouver les tonnages déclarés dans l'attestation de valorisation 2021 du site des Maitres laitiers du Cotentin situé à Sottevast (documents fourni dans le cadre d'une inspection sur le site de MLC Sottevast).</p> <p>En effet l'attestation de valorisation 2021 transmise à MLC Sottevast par SPEN Valambray mentionne 176 t de biodéchets valorisés en 2021, ce tonnage n'est pas repris dans le registre (le registre totalise toutefois 79 t pour MLC Meautis). L'exploitant doit fournir <u>sous 1 mois</u>, une explication en confirmant où ont été envoyés les biodéchets de MLC pris en charge par SPEN et , le cas échéant, fournir le registre complété de suivi des biodéchets réceptionnés pour l'année 2021.</p> <p>L'exploitant doit également expliquer sous 1 mois comment il associe à chaque flux de biodéchets réceptionnés, la proportion valorisée et celle de refus partant en enfouissement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N°8 : Étude de dispersion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Étude de dispersion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard au 17 mai 2011, l'exploitant établit la liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisation de celles-ci, réalise une étude de dispersion, qui devra être actualisée tous les 6 ans, pour vérifier que leur installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air :</p> <p>Constats : La dernière étude de dispersion date de 2018 donc de moins de 6 ans ce qui est conforme au délai réglementaire.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant était en attente de réception du rapport de diagnostic odeurs réalisé quelques temps avant. L'exploitant a transmis le rapport de diagnostic odeurs datant d'août 2020. L'exploitant doit transmettre le nouveau diagnostic avant septembre 2022 (ce diagnostic étant à réaliser tous les 2 ans).</p> <p>Remarque: l'inspecteur a relevé une légère odeur en arrivant sur le site au croisement entre le chemin de la Côte et le chemin du Marais.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

